

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Environnement Sud
2 rue Jean Richepin - BP 60079
66050 Perpignan Cedex

Perpignan , le 02/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SICA Les Vignerons Catalans

1870 ave Julien Panchot
BP 29000
66000 PERPIGNAN

Références : FC/02-03-2022/039 PR-EX

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2022 dans l'établissement SICA Les Vignerons Catalans, implanté 1870 av Julien Panchot, BP 29000 (66000) PERPIGNAN . L'inspection a été annoncée le 01/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans.

Elle s'inscrit également dans l'Action Nationale 2022 sur l'utilisation et le stockage des fluides frigorigènes.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICA Les Vignerons Catalans
- 1870 ave Julien Panchot BP 29000 66000 PERPIGNAN
- Code AIOT dans GUN : 0006601466
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Historique Industriel:

La SICA (Société d'Intérêt Collectif Agricole) sous forme de société anonyme "Les Vignerons Catalans" exploite une installation de préparation et conditionnement de vin, sise au 1870 avenue Julien Panchot de la commune de Perpignan. Historiquement, c'est au début des années 60, que quelques vignerons décident de se rassembler afin de faire connaître, vendre et promouvoir les vins du Roussillon.

Les Vignerons Catalans sont devenus le 1er groupement de producteurs des Pyrénées-Orientales. Le groupe représente aujourd'hui 1000 vignerons issus de 8 caves coopératives (Côtes d'Agly, Les Vignerons de Trémoine, Les Vignobles du Rivesaltaï, Dom Brial, Les Vignobles de Constance et du Terrassous, Terres Plurielles, Laure de Nyls, Cave de l'Etoile) qui cultivent plus de 8 000 hectares de vignes. L'outil de production est certifié IFS et BRC afin de garantir une qualité optimale (traçabilité, d'hygiène et de sécurité alimentaire).

La cuverie intérieure et extérieure est d'une capacité totale de 40.000 hl destinée au conditionnement du vin (la cave ne réalise pas de vinification). Les groupes de compression et de froid sont d'une puissance totale d'environ 145 kW. Sur le site, 2 chaînes d'embouteillage d'une capacité totale de 850 cols/heure, comprennent une activité d'encollage d'une capacité d'environ 4 kg/jour de colle à enduction. Cette activité est en diminution au profit de l'habillage adhésif. Le dépôt de papiers et cartons est d'environ 400 m3. L'unité de traitement des effluents et ses annexes, sont d'une capacité d'environ 19.000 m3/an (activité sous-traitée à la SAUR).

Historique administratif

- Courrier de la préfecture du 23/09/1994 actant le bénéfice d'antériorité pour l'activité de préparation et conditionnement de vin, soumise à la rubrique 2251 sous le régime d'autorisation, suite à la déclaration de l'exploitant du 09/09/1994 pour une capacité de production de 3000 hl/jour.
- Arrêté préfectoral n°96 du 14/01/2004 autorisant l'exploitation d'une installation de préparation et conditionnement de vin et d'un dispositif de traitement des effluents. Il s'agit de l'acte de référence.
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2009070-04 du 11/03/2009 relatif au dispositif de traitement des effluents à des fins collectives.
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2011277-0003 du 04/10/2011 complétant l'arrêté n°96 du 14/01/2004 et l'arrêté n°2009070-04 du 11/03/2009, relatif à l'étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau.

Suite à la publication de l'arrêté ministériel du 24/08/2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) en provenance des ICPE, les installations des Vignerons Catalans sont soumises aux nouvelles dispositions fixées par l'annexe XIII de l'AM pré-cité.

Sur proposition du 20/09/2018 de programme de surveillance RSDE de l'exploitant, la DDTM a acté par courrier du 05/11/2018 l'analyse annuelle pendant 3 ans des NONYLPHENOLS dans les rejets de l'installation.

Les rubriques ICPE qui restent classées à ce jour sont les suivantes :

- ✓ 2251 « préparation conditionnement de vins » la capacité de production étant > à 20.000 hl, 20.000 hl produit en 2018, capacité autorisée de 24.000 hl/an → régime de l'enregistrement
- ✓ 2750 « station d'épuration collective », (rubrique sans seuil). La cave reste classée sous le régime global de l'autorisation pour cette rubrique
- ✓ 2925 « Ateliers de charge d'accumulateurs » La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW (puissance déclarée de 69 kW) sous le régime déclaratif.

A noter que les activités visées par les rubriques 1185, 2940, 2910 et 1510 sont non-classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

1. Réseaux
2. Prélèvements et consommations
3. Traitement des effluents

Il s'agit d'une vérification par sondage de l'Arrêté du 03/05/00 relatif aux prescriptions applicables aux ICPE soumises à autorisation sous la rubrique 2251 (Préparation, conditionnement de vin, la capacité de production étant supérieure à 20 000 hl/an).

A noter que l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vins) n'est pas applicable pour les installations autorisées avant le 01/07/2012.

4. Produits chimiques

Sur ce dernier point, il s'agit de l'action nationale 2022 sur les fluides frigorigènes. Le but est de contrôler le respect :

- ➔ des dispositions des articles R543-75 et suivants du code de l'environnement, notamment celles encadrant l'utilisation et le stockage des fluides frigorigènes ;
- ➔ des dispositions relatives aux détenteurs et aux opérateurs sur les fluides frigorigènes issues des règlements européens pris pour application du protocole de Montréal (Protection de la Couche d'Ozone) et du protocole de Kyoto (Réduction des Émissions de Gaz à Effets de Serre).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

1. « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
2. « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
3. « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

<u>Nom du point de contrôle</u>	<u>Référence réglementaire</u>	<u>Objet</u>	<u>Autre information</u>
Réseaux	Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 4 > II.	Plan / Contrôle	Lettre de suite
Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 12	Registre	Lettre de suite
Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 13	Disconnecteur	Lettre de suite
Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 15	Valeurs limites	Lettre de suite
Fluides frigorigènes fluorés	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R.543-81	Fiche d'intervention	Lettre de suite
Stockages	Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 9	Rétention	Lettre de suite
Déchets	Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 31	Accès	Lettre de suite
Déchets	Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 36	Boues	Lettre de suite
ateliers de charge d'accumulateurs	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.6	Aération	Lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

<u>Nom du point de contrôle</u>	<u>Référence réglementaire</u>
Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 14
Produits chimiques	Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 10
Fluides frigorigènes fluorés	Décret du 22/10/2018, article 4
Fluides frigorigènes fluorés	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78
Fluides frigorigènes fluorés	Code de l'environnement du 31/12/2015, article Art. R.543-106
Fluides frigorigènes fluorés	Code de l'environnement du 31/12/2015, article Art. R. 543-93
Fluides frigorigènes fluorés	Règlement européen du 16/09/2009, article 5 et 11
Fluides frigorigènes fluorés	Règlement européen du 16/04/2014, article 5
Fluides frigorigènes fluorés	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79-1
Fluides frigorigènes fluorés	Règlement européen du 16/04/2014, article 12
Fluides frigorigènes fluorés	Arrêté Ministériel du 10/10/2020, article 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 9 faits susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, forage
Prescription contrôlée : Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.
Constats : Lors de la cessation en 2019 du forage et du puits historiques, la société Aquaforage est intervenue : - sur le forage pour le rebouchage par argile gonflante "expangel", cimentation, arasage et dossier technique; - sur le puits pour gravillonnage par gravier de calcaire, cimentation et dossier technique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 10
Thème(s) : Produits chimiques, Stockages
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractère très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : L'exploitant a présenté la liste (mise à jour annuellement) des produits dangereux présents dans l'installation et permettant de connaître la nature et les risques, en lien avec les fiches de données de sécurité. Dans le cadre de la certification IFS/BRC (sécurité des denrées alimentaires) la mise à jour documentaire des fiches techniques est triennale; des certificats est quinquennale. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractère très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, action nationale
Prescription contrôlée : 1185. Gaz à effet de serre fluorés 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg =DC
Constats : L'activité de refroidissement lors de la vinification est visée par la rubrique 1185-2a « Gaz à effet de serre fluorés... » emploi dans des équipements clos en exploitation. En déclaration sous contrôle si les équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg. Avec une quantité déclarée de 145 kg la rubrique 1185 est non-classée. L'exploitant a présenté la liste des climatisations (12) et groupes froids (3), comprenant la quantité de FF, la puissance et le type de réfrigérant (clim en R410A et R32; groupes froids en R407C et R134A). L'inspection a remis la plaquette de sensibilisation des détenteurs d'équipements du froid et clim, établie par le ministère.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78
Thème(s) : Produits chimiques, action nationale
Prescription contrôlée : Attestation de capacité Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99.
Constats : L'exploitant a présenté l'attestation de capacité des opérateurs qui interviennent sur le site: -pour les 3 groupes froid: société BRUNET ERTIA, attestation de capacité de catégorie 1 n°342534 délivré par bureau VERITAS et valable sur la période 2019/2024 -pour les 12 climatisations: société ACCES, attestation de capacité de catégorie 1 n°26331 délivré par CEMAFROID et valable sur la période 2019/2024 L'inspection a vérifié que l'opérateur est bien titulaire d'une attestation de capacité en cours de validité sur le site internet : https://www.syderep.ademe.fr/
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article Art. R.543-106
Thème(s) : Produits chimiques, action nationale
Prescription contrôlée : Attestation d'aptitude L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R.543-76 sont titulaires : 1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ; 2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un État membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés.
Constats : L'exploitant a présenté l'attestation d'aptitude de chaque opérateur qui intervient sur le site (certification par personne de catégorie 1) dont 1 opérateur pour BRUNET ERTIA et 3 opérateurs pour ACCES.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article Art. R. 543-93
Thème(s) : Produits chimiques, action nationale
Prescription contrôlée : Interdiction d'utilisation des CFC Toute personne détenant des fluides frigorigènes de la catégorie des CFC, y compris ceux contenus dans des équipements, s'en défait au plus tard le 1er juillet 2016. Ces fluides sont récupérés conformément aux dispositions de la présente section. Le présent article ne s'applique pas aux CFC contenus dans des équipements à circuit hermétique ne présentant aucun orifice permettant de les recharger en fluide frigorigène.
Constats : D'après les fiches d'intervention et les tableaux récapitulatifs présentés en séance, aucun appareil ne contient de fluides frigorigènes de la catégorie des CFC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/09/2009, article 5 et 11
Thème(s) : Produits chimiques, action nationale
Prescription contrôlée : Interdiction d'utilisation des HCFC Art. 5 du règlement du 16/09/2009 1. La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite. Art. 11 du règlement du 16/09/2009 3. Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition que le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération. 4. Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : D'après les fiches d'intervention et les tableaux récapitulatifs présentés en séance, aucun appareil ne contient de fluides frigorigènes de la catégorie des HCFC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 5
Thème(s) : Produits chimiques, action nationale
Prescription contrôlée : Système de détection de fuites Art. 5 du règlement 16/04/2014 Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.
Constats : Aucun appareil présent sur site n'est équipé de dispositif de détection de fuites. A noter que la capacité des équipements présents ne dépasse pas les 500t eq CO2. L'inspection a rappelé qu'en cas de fuite pour ces équipements, l'opérateur doit faire une déclaration au préfet (copie de la fiche d'intervention) conformément à l'article R. 543-79 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79-1
Thème(s) : Produits chimiques, action nationale
Prescription contrôlée : Vignettes Art. R.543-79-1 du Code de l'environnement À compter du 1er juillet 2016, le contrôle d'étanchéité des équipements est attesté par l'apposition d'une marque de contrôle. Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement et que leur réparation ne peut être faite immédiatement, il est apposé sur l'équipement une marque dite de défaut d'étanchéité. Ces deux marques et les conditions de leur apposition sont définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Art. 6 et 7 de l'AM du 29/02/2016
Constats : L'inspection a contrôlé par sondage que les équipements disposent d'une vignette.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 12
Thème(s) : Produits chimiques, action nationale
Prescription contrôlée : Étiquetage Article 12 du règlement du 16/04/14 1. Les produits et équipements qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés ou qui en sont tributaires ne sont pas mis sur le marché s'ils ne sont pas étiquetés. Ceci s'applique uniquement : a) aux équipements de réfrigération ; b) aux équipements de climatisation ; c) aux pompes à chaleur ; d) aux équipements de protection contre l'incendie ; e) aux appareils de commutation électrique ; f) aux générateurs d'aérosol contenant des gaz à effet de serre fluorés, à l'exception des inhalateurs doseurs destinés à l'administration de produits pharmaceutiques ; g) à l'ensemble des conteneurs de gaz à effet de serre fluorés ; h) aux solvants à base de gaz à effet de serre fluorés ; i) aux cycles organiques de Rankine. [...] 3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes: a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou qu'il en est tributaire ; b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, le nom chimique ; c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO ₂ , de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.
Constats : L'inspection a contrôlé par sondage que les équipements disposent de l'étiquetage visible et lisible et comprenant: - Le type de fluide ; - La quantité en kg ou en t eq CO ₂ ou le PRP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/10/2020, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, action nationale
Prescription contrôlée : GEREP Art. 4. de l'arrêté du 31/01/2008 I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; - ... Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
Constats : Cette disposition s'applique pour les établissements visés à l'annexe I a ou I b de l'arrêté du 31/01/2008, dans le cas de fuite de plus de 1 kg de CFC ou HCFC ou de 100 kg de PFC ou HFC, l'exploitant doit réaliser la déclaration de fuite sur GEREP. Pour les établissements D, DC ou NC, ces dispositions sont sans objet. Ainsi, la cave n'est pas concernée par cette disposition. A noter que d'après les fiches d'intervention consultées, aucunes fuites n'ont été détectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 4 > II.

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres (alcool pur, solution de soude, SO 2...) et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats : Les canalisations aériennes sont régulièrement nettoyées et entretenues. Elles sont examinées visuellement de manière périodique afin de s'assurer de leur bon état.

Les canalisations enterrées, notamment entre la cave et l'installation de traitement, ne sont pas examinées. Toutefois, l'exploitant s'assure de la cohérence entre le volume de consommation d'eau et le volume d'effluents traités.

L'exploitant a présenté le schéma de tous les réseaux. Le plan des réseaux doit être complété par les dispositifs manquants.

Conformité à justifier :

La SICA les vignerons catalans doit:

justifier d'un examen des canalisations enterrées, notamment entre la cave et l'installation de traitement;

mettre à jour et dater le schéma de tous les réseaux, complété par le dégrilleur, les canalisations enterrées entre la cave et l'installation de traitement, l'installation de traitement jusqu'au rejet.

Réponse de l'exploitant:

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, consommation
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. La périodicité des relevés des consommations d'eau, tout en respectant un objectif d'économie, est adaptée à l'activité de la cave et à la consommation prévue. Pendant la période de vinification, un relevé ou mesure par quinzaine, au minimum, est réalisé. Pour les activités de soutirage et/ou de conditionnement un relevé ou mesure trimestriel est exigé.
Constats : Si la cave ne réalise pas de vinification et que les mesures d'eau doivent être relevés trimestriellement, les relevés des consommations d'eau sont effectués mensuellement. Le registre de consommation présenté, ne différencie pas les postes de prélèvement dans le réseau public et affiche uniquement une consommation globale. <u>Conformité à justifier :</u> La SICA les vignerons catalans doit consigner dans son registre de consommation d'eau, les différents volumes d'eau prélevés (cave, installation de traitement et globale).
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, disconnection
<p>Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation fixe, en tant que de besoin, les dispositions à prendre pour la réalisation et l'entretien des ouvrages de prélèvement.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Lorsqu'ils doivent être construits dans le lit du cours d'eau, ils respectent, sans préjudice de l'autorisation éventuellement requise en application de l'article L. 232-3 du code rural, les dispositions des articles L. 232-5 et L. 232-6 dudit code.</p> <p>Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe.</p> <p>Constats : L'installation est équipée de 3 dispositifs de disconnexion (cave, RIA pour des raisons sanitaires et bâtiment administratif). Lors de la mise en place des disconnecteurs, l'installation de traitement qui dispose de son propre compteur d'eau, a été délaissé au profit du bâtiment administratif.</p> <p><u>Conformité à justifier :</u> La SICA les vignerons catalans doit justifier que tout raccordement sur un réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion (type BA) notamment l'annexe comprenant l'installation de traitement des effluents et l'entrepôt.</p>
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté le bilan annuel de fonctionnement de la station de traitement. Il présente les mesures mensuelles sur les paramètres définis par arrêté préfectoral d'autorisation. En particulier, le mois d'avril affiche un léger dépassement des valeurs limites en sortie, sur les paramètres Débit 75 m3/j (VL: 60 m3/j), DBO5 140 mg/l (VL: 100 mg/l) et DCO 305 mg/l (VL: 300 mg/l). Le remplacement de pompe a permis de revenir aux valeurs limites réglementaires. Le dépassement des valeurs limites de débits n'est pas signalé. Par ailleurs, l'exploitant prévoit la modification du point de rejet, actuellement en milieu naturel pour un rejet dans le réseau d'assainissement collectif, après signature d'une convention avec le gestionnaire.</p> <p><u>Conformité à justifier :</u></p> <p>La SICA les vigneron catalans doit:</p> <ul style="list-style-type: none">-rappeler à la SAUR (sous-traitant de la station de traitement) l'ensemble des valeurs limites prescrites par arrêté préfectoral d'autorisation du 14/01/2004 (article 3.9.2) afin de signaler les dépassements, notamment les débits;-déposer un porté à connaissance (PAC) en préfecture présentant le caractère non-substantiel de la modification du point de rejet.
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R.543-81
Thème(s) : Produits chimiques, action nationale
Prescription contrôlée : Contrôle d'étanchéité Art. R.543-79 du code de l'environnement Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française. Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement. Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO2 de HFC ou PFC, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'État dans le département ou à l'Autorité de sûreté nucléaire si ces équipements sont implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2. Art. R.543-81 du code de l'environnement Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe la périodicité et les conditions des contrôles d'étanchéité des équipements. AM du 29/02/2016 Constats : L'inspection a consulté les fiches d'intervention des 3 groupes froid et par échantillonnage sur 1 des 12 appareils de climatisation (le plus puissant). L'ensemble des appareils présents contenant des HFC, la périodicité des contrôles d'étanchéité est fixée sur la quantité (en t eq CO2) présente dans l'équipement. Après vérification, 2 groupes froid (LENNOX et DAIKIN) doivent être contrôlés tous les 6 mois, le dernier (MTA) contrôlé annuellement. L'ensemble des climatisations doit être contrôlé annuellement. L'inspection constate sur les fiches d'intervention: -la périodicité de contrôle des 6 mois, ne respecte pas strictement l'intervalle; exemple en 2021 avec les contrôles réalisés en juin puis en septembre et un intervalle prolongé en amont et en aval -les CERFA ne sont pas renseignés de manière exhaustive <u>Conformité à justifier :</u> La SICA les vignerons catalans doit s'assurer: -du respect de la périodicité de contrôle d'étanchéité des appareils -du renseignement complet des fiches d'intervention par les opérateurs.
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 9
Thème(s) : Produits chimiques, Stockages
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, autre que les raisins, moûts, vins et sous-produits de la vinification, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...]
Constats : De manière générale, les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols, sont stockés sur rétention. Toutefois, l'inspection a constaté la présence d'un BIC de lessive de soude stocké par le sous-traitant SAUR à proximité de l'unité de traitement des effluents, sans rétention appropriée. <u>Conformité à justifier :</u> La SICA les vigneron catalans doit s'assurer que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, est associé à une capacité de rétention adaptée et en particulier le BIC de lessive de soude stocké par le sous-traitant SAUR à proximité de l'unité de traitement des effluents.
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : I. Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que la cuve aérienne des effluents n'est pas interdite d'accès aux tiers non autorisés. Toutefois, l'installation de traitement se situe dans l'enceinte de la cave. <u>Conformité à justifier :</u> La SICA les vigneron catalans doit s'assurer que la cuve aérienne des effluents est interdite d'accès aux tiers non autorisés. Le portail doit être maintenu fermé et les mentions "interdiction d'accès" et "risque de noyade" doivent être apposés.
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 36
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une benne contenant les boues compactés issus de la station de traitement, stocké à l'air libre sur une longue période. La SICA a confirmé qu'une seule évacuation des boues n'a été réalisée en 2021. Ce stockage que l'inspection ne considère plus comme temporaire, avant recyclage ou élimination, n'est pas réalisé sur rétention étanches et n'est pas protégé des eaux météoriques.</p> <p><u>Conformité à justifier :</u></p> <p>La SICA les vigneron catalans doit s'assurer de l'évacuation régulière des boues compactés issus de la station de traitement. Ce stockage temporaire des boues compactés, avant recyclage ou élimination, doit être réalisé sur rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p>
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : ateliers de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Ventilation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'extracteur d'air du local de charge d'accumulateurs, ne dispose plus de grille de protection, entraînant un risque de blessure ou d'obturation. <u>Conformité à justifier :</u> La SICA les vignerons catalans doit s'assurer que le débouché à l'atmosphère de la ventilation du local de charge d'accumulateurs est équipé d'une grille de protection.
Réponse de l'exploitant:
Type de suites proposées : Susceptible de suites